

Contre-feux

En hommage à Pierre Bourdieu, mort le 23 janvier 2002 à Paris

Les chercheurs, la science économique et le mouvement social*

Le mouvement social de décembre 1995 a été un mouvement sans précédent par son ampleur et surtout par ses objectifs. Et s'il a été considéré comme extrêmement important par une grande fraction de la population française et aussi internationale, c'est surtout parce qu'il a introduit dans les luttes sociales des objectifs tout à fait nouveaux. Confusément, sur le mode de l'esquisse, il a apporté un véritable projet de société, collectivement affirmé et capable de s'opposer à ce qui est imposé par la politique dominante, par les révolutionnaires conservateurs qui sont actuellement au pouvoir, dans les instances politiques et dans les instances de production de discours.

Me demandant ce que des chercheurs pouvaient apporter à une entreprise comme les Etats généraux, je me suis convaincu de la nécessité de leur présence en découvrant la dimension proprement culturelle et idéologique de cette révolution conservatrice. Si le mouvement de décembre a été très largement plébiscité, c'est parce qu'il est apparu comme une défense des acquis sociaux, non pas d'une catégorie sociale particulière – même si une catégorie particulière en était le fer de lance, parce qu'elle était particulièrement touchée – mais d'une société tout entière, et même d'un ensemble de sociétés : ces acquis touchent au travail, à l'éducation publique, aux transports publics, à tout ce qui est public, et du même coup à l'Etat, cette institution qui n'est pas – contrairement à ce qu'on veut nous faire croire – nécessairement archaïque et régressive.

Si ce mouvement est apparu en France, ce n'est pas par hasard. Il y a des raisons historiques. Mais ce qui devrait frapper les observateurs, c'est qu'il se poursuit sous une forme tournante, en France sous des formes différentes, inattendues – le mouvement des routiers, qui l'aurait attendu sous cette forme ? – et aussi en Europe : en Espagne en ce moment ; en Grèce il y a quelques années ; en Allemagne, où le mouvement s'est inspiré du mouvement français et a explicitement revendiqué son affinité avec lui ;

Pierre Bourdieu

* Extrait de Pierre Bourdieu, *Contre-feux* (1998), Liber Raisons d'agir, Paris, p. 58-65.

en Corée – ce qui est encore plus important, pour des raisons symboliques et pratiques. Cette sorte de lutte tournante est, me semble-t-il, à la recherche de son unité théorique et surtout pratique. Le mouvement français peut être tenu pour l'avant-garde d'une lutte mondiale contre le néo-libéralisme et contre la nouvelle révolution conservatrice, dans laquelle la dimension symbolique est extrêmement importante. Or, je pense qu'une des faiblesses de tous les mouvements progressistes tient au fait qu'ils ont sous-estimé l'importance de cette dimension et qu'ils n'ont pas toujours forgé des armes adaptées pour la combattre. Les mouvements sociaux sont en retard de plusieurs révolutions symboliques par rapport à leurs adversaires, qui utilisent des conseillers en communication, des conseillers en télévision, etc.

La révolution conservatrice se réclame du néo-libéralisme, se donnant ainsi une allure scientifique et la capacité d'agir en tant que théorie. Une des erreurs théoriques et pratiques de beaucoup de théories – à commencer par la théorie marxiste – a été d'oublier de prendre en compte l'efficacité de la théorie. Nous ne devons plus commettre cette erreur. Nous avons affaire à des adversaires qui s'arment de théories, et il s'agit, me semble-t-il, de leur opposer des armes intellectuelles et culturelles. Pour mener cette lutte, du fait de la division du travail, certains sont mieux armés que d'autres, parce que c'est leur métier. Et un certain nombre d'entre eux sont prêts à se mettre au travail. Que peuvent-ils apporter ? D'abord une certaine autorité. Comment a-t-on appelé les gens qui ont soutenu le gouvernement en décembre ? Des experts, alors qu'à eux tous ils ne faisaient pas le quart du début du commencement d'un économiste. A cet effet d'autorité, il faut opposer un effet d'autorité.

Mais ce n'est pas tout. La force de l'autorité scientifique, qui s'exerce sur le mouvement social et jusqu'au fond des consciences des travailleurs, est très grande. Elle produit une forme de démoralisation. Et une des raisons de sa force, c'est qu'elle est détenue par des gens qui ont tous l'air d'accord entre eux – le consensus est en général un signe de vérité. C'est aussi qu'elle repose sur les instruments apparemment les plus puissants dont dispose aujourd'hui la pensée, en particulier les mathématiques. Le rôle de ce que l'on appelle l'idéologie dominante est peut-être tenu aujourd'hui par un certain usage de la mathématique (c'est évidemment excessif, mais c'est une façon d'attirer l'attention sur le fait que le travail de rationalisation – le fait de donner des raisons pour justifier des choses souvent injustifiables – a trouvé aujourd'hui un instrument très puissant dans l'économie mathématique). A cette idéologie, qui habille de raison pure une pensée simplement conservatrice, il est important d'opposer des raisons, des arguments, des réfutations, des démonstrations, et donc de faire du travail scientifique.

Une des forces de la pensée néo-libérale, c'est qu'elle se présente comme une sorte de « grande chaîne de l'Etre ». Comme dans la vieille métaphore théologique où à une extrémité on a Dieu, et puis on va jusqu'aux réalités les plus humbles, par une série de maillons. Dans la nébuleuse néo-libérale,

à la place de Dieu, tout en haut, il y a un mathématicien, et en bas, il y a un idéologue *d'Esprit*, qui ne sait pas grand chose de l'économie, mais qui peut faire croire qu'il en sait un peu, grâce à un petit vernis de vocabulaire technique. Cette chaîne très puissante a un effet d'autorité. Il y a des doutes, même parmi les militants, qui résultent pour une part de la force, essentiellement sociale, de la théorie qui donne autorité à la parole de M. Trichet ou de M. Tietmeyer, président de la Bundesbank, ou de tel ou tel essayiste. Ce n'est pas un enchaînement de démonstrations, c'est une chaîne d'autorités, qui va du mathématicien au banquier, du banquier au philosophe-journaliste, et de l'essayiste au journaliste. C'est aussi un canal dans lequel circulent de l'argent et toutes sortes d'avantages économiques et sociaux, des invitations internationales, de la considération. Nous, sociologues, sans faire de la dénonciation, nous pouvons entreprendre le démontage de ces réseaux et montrer comment la circulation des idées est sous-tendue par une circulation de pouvoir. Il y a des gens qui échangent des services idéologiques contre des positions de pouvoir. Il faudrait donner des exemples, mais il suffit de lire attentivement la liste des signataires de la fameuse « Pétition des experts ». Ce qui est intéressant en effet, c'est que des liaisons cachées entre des gens qui d'ordinaire travaillent isolément – même si on les voit souvent apparaître deux par deux dans de faux débats à la télévision – entre des fondations, des associations, des revues, etc. s'y dévoilent au grand jour.

Ces gens tiennent collectivement, sur le mode du consensus, un discours fataliste, qui consiste à transformer des tendances économiques en destin. Or, les lois sociales, les lois économiques, etc., ne s'exercent que dans la mesure où on les laisse agir. Et si les conservateurs sont du côté du laisser-faire, c'est qu'en général ces lois tendancielles conservent, et qu'elles ont besoin du laisser-faire pour conserver. Celles des marchés financiers notamment, dont on nous parle en permanence, sont des lois de conservation, qui ont besoin du laisser-faire pour s'accomplir.

Il faudrait développer, argumenter et surtout nuancer. Je demande pardon pour le côté un peu simplificateur de ce que j'ai dit. Pour ce qui est du mouvement social, il peut se contenter d'exister ; il crée assez d'emmerdements comme ça, et on ne va pas lui demander en plus de produire des justifications. Alors qu'aux intellectuels qui s'associent au mouvement social, on demande tout de suite : « Mais qu'est-ce que vous proposez ? » Nous n'avons pas à tomber dans le piège du programme. Il y a bien assez de partis et d'appareils pour ça. Ce que nous pouvons faire, c'est créer non un contre-programme, mais un dispositif de recherche collectif, interdisciplinaire et international, associant des chercheurs, des militants, des représentants des militants, etc., les chercheurs étant placés dans un rôle bien défini : ils peuvent participer de manière particulièrement efficace, parce que c'est leur métier, à des groupes de travail et de réflexion, en association avec des gens qui sont dans le mouvement.

Ce qui exclut d'emblée un certain nombre de rôles : les chercheurs ne sont pas des compagnons de route, c'est-à-dire des otages et des cautions, des potiches et des alibis qui signent des pétitions et dont on se débarrasse dès qu'on les a utilisés ; ce ne sont pas non plus des apparatchiks jdanoviens qui viennent exercer dans les mouvements sociaux des pouvoirs d'apparence intellectuelle qu'ils ne peuvent pas exercer dans la vie intellectuelle ; ce ne sont pas non plus des experts qui viennent donner des leçons – pas même pas des experts anti-experts ; ce ne sont pas non plus des prophètes qui vont répondre à toutes les questions sur le mouvement social, sur son avenir. Ce sont des gens qui peuvent aider à définir la fonction d'instances comme celle-ci. Ou rappeler que les personnes qui sont ici ne sont pas présentes en tant que porte-parole, mais en tant que citoyens qui viennent dans un lieu de discussion et de recherche, avec des idées, des arguments, en laissant au vestiaire les langues de bois, les plates-formes et les habitudes d'appareil. Ce n'est pas toujours facile. Parmi les habitudes d'appareil qui risquent de revenir, il y a la création de commissions, les motions de synthèse souvent préparées à l'avance, etc. La sociologie enseigne comment fonctionnent les groupes et comment se servir des lois selon lesquelles fonctionnent les groupes pour tenter de les déjouer.

Il faut inventer de nouvelles formes de communication entre les chercheurs et les militants, soit une nouvelle division du travail entre eux. Une des missions que les chercheurs peuvent remplir peut-être mieux que personne, c'est la lutte contre le matraquage médiatique. Nous entendons tous à longueur de journée des phrases toutes faites. On ne peut plus ouvrir la radio sans entendre parler de « village planétaire », de « mondialisation », etc. Ce sont des mots qui n'ont l'air de rien, mais à travers lesquels passent toute une philosophie, toute une vision du monde, qui engendrent le fatalisme, la soumission. On peut contrecarrer ce matraquage en critiquant les mots, en aidant les non-professionnels à se doter d'armes de résistance spécifiques pour combattre les effets d'autorité, l'emprise de la télévision qui joue un rôle absolument capital. On ne peut plus mener aujourd'hui de luttes sociales sans disposer de programmes de lutte spécifiques avec et contre la télévision. Je renvoie au livre de Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, qui devrait être une sorte de manuel du combattant politique (1). Dans cette lutte, le combat contre les intellectuels médiatiques est important. Pour ma part, ces gens ne m'empêchent pas de dormir et je ne pense jamais à eux quand j'écris, mais ils ont un rôle extrêmement important du point de vue politique, et il est souhaitable qu'une fraction des chercheurs accepte de distraire une part de son temps et de son énergie, sur le mode militant, pour contrecarrer leur action.

Autre objectif, inventer de nouvelles formes d'action symbolique. Sur ce point, je pense que les mouvements sociaux, avec quelques exceptions historiques, sont en retard. Dans son livre, Patrick Champagne montre comment certaines grandes mobilisations peuvent recevoir moins de place

(1) P. Champagne, *Faire l'opinion*, Paris, Ed. de Minuit, 1993.

dans les journaux et à la télévision que des manifestations minuscules, mais produites de telle façon qu'elles intéressent les journalistes. Il ne s'agit évidemment pas de lutter contre les journalistes, eux aussi soumis aux contraintes de la précarisation, avec tous les effets de censure qu'elle engendre dans tous les métiers de production culturelle. Mais il est capital de savoir qu'une part énorme de ce que nous pouvons dire ou faire sera filtré, c'est-à-dire souvent annihilé, par ce qu'en diront les journalistes. Y compris ce que nous allons faire ici. Voilà une remarque qu'ils ne reproduiront pas dans leurs comptes-rendus...

Pour finir, je dirai qu'un des problèmes, c'est d'être réflexif – c'est un grand mot, mais il n'est pas utilisé gratuitement. Nous avons pour objectif non pas seulement d'inventer des réponses, mais d'inventer une manière d'inventer les réponses, d'inventer une nouvelle forme d'organisation du travail de contestation et d'organisation de la contestation, du travail militant. Ce à quoi nous pourrions rêver, nous chercheurs, c'est qu'une part de nos recherches puisse être utile au mouvement social au lieu de se perdre, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, parce qu'interceptée et déformée par des journalistes ou par des interprètes hostiles, etc. Nous souhaitons, dans le cadre de groupes comme « Raisons d'agir », inventer des formes d'expression nouvelles, qui permettent de communiquer aux militants les acquis les plus avancés de la recherche. Mais cela suppose aussi de la part des chercheurs un changement de langage et d'état d'esprit.

Pour en revenir au mouvement social, je pense, comme je l'ai dit tout à l'heure, que nous avons affaire à des mouvements tournants – j'aurais aussi pu nommer les grèves des étudiants et des professeurs en Belgique, les grèves en Italie, etc. – de lutte contre l'impérialisme néo-libéral, luttes qui ne se connaissent pas entre elles le plus souvent (et qui peuvent prendre des formes qui ne sont pas toujours sympathiques, comme certaines formes d'intégrisme). Il faut donc unifier au moins l'information internationale et la faire circuler. Il faut réinventer l'internationalisme, qui a été capté et détourné par l'impérialisme soviétique, c'est-à-dire inventer des formes de pensée théorique et des formes d'action pratique capables de se situer au niveau où doit avoir lieu le combat. S'il est vrai que la plupart des forces économiques dominantes agissent au niveau mondial, transnational, il est vrai aussi qu'il y a un lieu vide, celui des luttes transnationales. Vide théoriquement, parce qu'il n'est pas pensé, ce lieu n'est pas occupé pratiquement, faute d'une véritable organisation internationale des forces capables de contrecarrer, au moins à l'échelle européenne, la nouvelle révolution conservatrice.

Paris, novembre 1996